



Pays andins et Cuba

Semaine du 13 au 19 avril 2018

N°15 - Avril 2018

© DG Trésor

Région
2017 – Population : 153 M
PIB : 972 Mds USD

Evolution des principaux marchés

Marché	Derniers cours	Var. hebdo. (%)	Var. annuelle (%)
COLCAP	1 562,2	0,1%	14%
S&P/BVL Peru Select	402,0	1,5%	35%
Pétrole (USD / baril WTI)	68,8	3,0%	36%
Charbon (USD / t Colombie)	75,8	0,0%	11%
Zinc (USD / livre)	3 186,0	-1,5%	25%
Cuivre (USD / livre)	6 827,9	-0,9%	24%
Nickel (USD / t)	13 949,0	1,8%	51%
Or (USD / once)	1 353,1	-0,5%	5%
Sucre (USc / livre ISA)	11,9	-2,1%	-29%
USD/COP	2 711,9	-0,3%	-5%
USD/PEN	3,2	-0,5%	-1%
USD/VEF (taux Dicom)	59 351,3	20,2%	

Note : les variations positives du taux change indiquent une dépréciation de la monnaie locale

Initiatives en faveur de la reconstruction du Venezuela.

A l'occasion des assemblées de printemps du FMI, le ministre des finances colombien a proposé au FMI de réfléchir à un plan d'aide de 60 Mds USD pour le Venezuela, somme qui serait selon lui nécessaire, dès lors que les « conditions économiques et politiques adéquates » seront réunies, afin de permettre le rétablissement économique et social du pays. A l'occasion de son déplacement à Lima dans le cadre du Sommet des Amériques, le vice-président américain Mike Pence a pour sa part indiqué qu'une aide de 16 MUSD serait versée au Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies, à destination des initiatives d'accueil des réfugiés vénézuéliens menées par la Colombie et le Brésil.

Révision des perspectives de croissance 2018 par les institutions de Bretton Woods.

A l'occasion de leurs assemblées de printemps, le FMI et la Banque mondiale ont procédé à une actualisation de leurs prévisions de croissance nationale pour 2018. Les révisions concernant les pays de la zone sont marginales, à l'exception de celles relatives à l'Equateur, compte tenu de la croissance 2017 (+3% selon la Banque centrale, +2,7% selon le FMI) sensiblement supérieure aux prévisions du FMI (+0,2%), et au Venezuela, du fait de l'accélération depuis fin 2017 de la détérioration économique.



Pays	Prévision FMI		Prévision Banque mondiale	
	Nouvelle prévision croissance 2018 (%)	Ancienne prévision croissance 2018 (%)	Nouvelle prévision croissance 2018 (%)	Ancienne prévision croissance 2018 (%)
Bolivie	+4,0	+4,0	+3,9	+3,8
Colombie	+2,7	+2,8	+2,7	+2,9
Equateur	+2,5	+0,6	+2,2	+0,8
Guyana	+3,5	+3,6	N.D.	+3,8
Pérou	+3,7	+3,8	+3,5	+3,8
Suriname	+1,4	+1,2	N.D.	+2,2
Venezuela	-15,0	-6,0	-14,3	-4,2
<i>Argentine</i>	+2,0	+2,5	+2,7	+3,0
<i>Brésil</i>	+2,3	+1,5	+2,4	+2,0
<i>Mexique</i>	+2,3	+1,9	+2,3	+2,1
<i>Amérique Latine & Caraïbes</i>	+2,0	+1,9	+1,8	+2,0

Colombie

2017 – Population : 49 M

PIB : 307 Mds USD

Moody's abaisse la perspective du secteur bancaire de stable à négative.

L'agence justifie sa décision par la détérioration de la qualité des actifs du secteur (bien que les prêts non performants tendent à se stabiliser), la faible croissance du crédit et le risque d'une moindre capacité de soutien des autorités en cas de crise, compte tenu des faibles marges de manœuvre budgétaires.

La Commission de la dépense et de l'investissement public présente son rapport.

Créée en février 2017 afin de formuler des propositions permettant à l'actuel et au futur gouvernements de respecter l'objectif d'un déficit structurel de 1% à l'horizon 2022, cette Commission propose notamment : une approche par programmes du budget ; une meilleure centralisation de l'information relative à l'emploi public ; une attention plus grande apportée à la compétence des soumissionnaires dans les appels d'offres ; une incitation à la concurrence entre les EPS (mutuelles privées de financement des soins) ; une hausse de l'âge de départ en retraite et du niveau des cotisations ; un encouragement aux formations technologiques ; une réduction du champ des subventions aux ménages et une meilleure évaluation de celles-ci.

Hausse de moins de 1% des dépenses publiques de fonctionnement pour le pré-budget 2019.

Afin de respecter cet objectif, le principal poste budgétaire (l'éducation) verrait son budget reculer de près de 3%. Le service de la dette (figurant hors dépenses de fonctionnement) progresserait en revanche de plus de 37%.

Ministère/ organisme	Avant-projet budget 2019	Budget 2018	Budget 2017	Var. 19 / 18	Var. 18 / 17
Education	36 407	37 496	35 436	-2,9%	5,8%
Défense	32 000	31 604	29 956	1,3%	5,5%
Travail	29 135	27 444	26 927	6,2%	1,9%
Santé	25 449	24 751	23 301	2,8%	6,2%
Finances	17 743	15 215	15 184	16,6%	0,2%
Prosperité sociale	9 128	11 266	11 691	(*)	-3,6%
Transports	8 603	5 536	6 262	55,4%	-11,6%
Branche judiciaire	4 253	4 221	3 864	0,8%	9,2%



Logement	3 967	3 829	3 811	3,6%	0,5%
Procureur général	3 838	3 782	3 516	1,5%	7,6%
Justice	2 672	2 609	3 139	2,4%	-16,9%
Mines	2 397	4 323	3 980	(*)	8,6%
TOTAL (hors dette)	189 184	187 547	181 745	0,9%	3,2%
Service de la dette	65 812	48 007	51 374	37,1%	-6,6%

Chiffres en Mds COP, pour les principaux postes budgétaires ; en grisé les organismes hors ministères

(*) : périmètre non comparable

La SFI octroie un prêt de 150 MUSD à BBVA Colombia afin de soutenir le marché des prêts hypothécaires.

La branche dédiée au secteur privé de la Banque mondiale justifie son choix par la prééminence de BBVA sur ce segment (17% de part de marché), alors que les prêts hypothécaires ne représentent que 7% du PIB colombien et que le pays affiche un déficit de 3,5 M de logements.

Cuba

2017 – Population^E : 12 M

PIB^E : 96 Mds USD

Cuba pourrait enregistrer sa plus mauvaise récolte de sucre depuis plus d'un siècle.

Avec une récolte totale estimée entre **1,1 et 1,3 M t** de sucre non raffiné pour la saison 2017-2018, soit **30% de moins** qu'au cours de la précédente saison 2016-2017 (**1,8 M t**), l'industrie sucrière cubaine pourrait connaître l'une des saisons les plus médiocres de son histoire. Le passage de l'ouragan Irma en septembre 2017, suivi des fortes précipitations de décembre, ont en effet détruit près de **430 000 ha** de champs de canne à sucre selon les dernières estimations d'Azcuba, le monopole d'Etat du secteur. Le manque à gagner à l'exportation pourrait ainsi être compris entre **135 MUSD et 185 MUSD** au cours du jour.

Signature d'un protocole d'accord entre Cuba et le Vietnam sur la production de vaccins.

Le 15 avril dernier, à l'occasion de la 27^{ème} édition de la « Vietnam Expo » -foire internationale qui se déroule annuellement à Hanoï- le directeur de l'Institut Finlay de La Havane (IFV), Yury Valdes, et son homologue vietnamien de la compagnie Vabiotech, Do Tuan Dat, ont signé un protocole d'accord sur la production de vaccins et le développement des biotechnologies et de l'industrie pharmaceutique dans les deux pays.

Equateur

2017 – Population : 17 M

PIB : 99 Mds USD

Derniers chiffres de l'investissement.

En 2017 l'investissement privé a atteint 7,2 mds USD en augmentation de 26% (+1,5 md USD) par rapport à l'année 2016. L'investissement privé représente désormais 45% de l'investissement total qui a atteint l'année dernière 16 mds USD. L'investissement public a représenté 8,7 mds USD et poursuit sa tendance à la baisse (-38% depuis 2013). L'augmentation de l'investissement privé s'explique par les investissements miniers qui ont représenté 420 MUSD, les efforts du gouvernement pour mettre en place des PPP en particulier à travers la concession des ports et l'endettement du gouvernement qui a apporté des liquidités au circuit économique.

Visite de la ministre des finances à Washington.

La ministre Elsa Viteri a confirmé sa présence aux réunions de printemps des multilatéraux à Washington (du 19 au 22 avril) et aura des contacts avec le FMI et la Banque mondiale en particulier. L'objectif de cette visite est d'expliquer son programme économique dévoilé le 3 avril dernier et de répondre aux inquiétudes des multilatéraux sur la gestion et le calcul de la dette publique équatorienne, en particulier sur le traitement des préventes de pétrole et la dette intérieure. Elle sondera par ailleurs les possibilités de financement disponibles.

**Pérou****2017 – Population : 32 M****PIB : 210 Mds USD****Le nouveau gouvernement cible à son tour le secteur de l'eau et l'assainissement.**

Le ministre du logement, de la construction et de l'assainissement a indiqué que des investissements à hauteur de 8 Mds PEN (2,5 Mds USD) sont prévus au cours des trois prochaines années pour les projets d'eau / assainissement. Ils bénéficieront à plus de 10 millions de citoyens avec 460 projets planifiés jusqu'en 2021. Le nouveau gouvernement poursuit ainsi la politique de priorité à l'eau de son prédécesseur.

Le ministre de l'économie souhaite relancer les projets publics à l'arrêt.

David Tuesta a annoncé un objectif de croissance de l'investissement public (IP) de l'ordre de 17,5% pour 2018. Cependant, il estime que des changements réglementaires doivent être apportés, sans quoi la croissance de l'investissement public restera nulle en 2018 et négative pour les prochaines années. Il entend notamment rendre plus flexible la programmation multi-annuelle des projets et l'incorporation d'investissements non prévus et développer des projets sur la base d'un « financement intégré » prenant en compte à la fois le financement de l'étude de faisabilité et de l'exécution des projets. Les projets « paralysés » sont sa priorité et il souhaite accélérer le processus de reprise de ces derniers.

Venezuela**2017 – Population : 31 M****PIB : 215 Mds USD****Bataille juridique à venir sur la dette obligataire.**

Selon la presse, les détenteurs de la dette obligataire ont créé au moins deux comités en vue d'une accélération possible après la présidentielle prévue pour le 20 mai 2018. La banque d'investissement Houlihan Lokey pourrait conseiller le comité regroupant 12 des 15 principaux détenteurs de la dette obligataire vénézuélienne. Selon le cabinet de conseil EcoAnalitica, la discrimination de traitement entre les créanciers, comme l'illustre le versement à Goldman Sachs des intérêts sur l'obligation PDVSA 22 au détriment des paiements sur les obligations détenues par les autres créanciers (notamment Ashmore Group, Blackrock, T. Rowe Price et Northern Trust), pourrait justifier le déclenchement d'une procédure de litige.

Arrestation de deux employés de CHEVRON.

Les deux employés vénézuéliens travaillent pour la co-entreprise PETROPIAR, détenue à 30% par CHEVRON en partenariat avec l'entreprise nationale pétrolière (PDVSA). Depuis la fin 2017, près de 70 responsables de l'industrie pétrolière ont été arrêtés, officiellement dans le cadre de la lutte anti-corruption.

L'entreprise nationale pétrolière (PDVSA) annule ses importations de pétrole américain.

A cause du manque de ressources financières, PDVSA a annulé l'achat de 3,2 millions de barils de pétrole léger américain destinés à la raffinerie Isla située à Curaçao. Les exportateurs américains exigeaient un paiement en avance, condition qu'a déclinée PDVSA.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à christine.besnard-joporto@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional

Adresse : Carrera 11 No. 93-12
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques de la zone Pays andins et Cuba
Revu par : Laurent CHARPIN

Version du 19 avril 2018